

Sources disponibles aux Archives départementales de la Loire (octobre 2021)

Préfecture, Cabinet du préfet

1837 W 102 Municipalités : Saint-Etienne (services municipaux, bâtiments municipaux, documentations diverses, réhabilitation Solaure, **ZEP Montreynaud**, correspondance, documentation, politique, presse), Rochetaillée, Saint-Victore-sur-Loire, Terrenoire. De Saint-Etienne-le-Molard à Saint-Vincent.
1977-1985

Préfecture, 3ème Direction 3ème Bureau

1123 W 50-53 Enseignement public. - Procès verbaux des séances des Conseils d'Etablissements.
1982-1983

1205 W 86-87 Enseignement secondaire : *dont* Instructions - conseils des établissements d'enseignement public du second degré
1975-1985

Préfecture, Réglementation

2861 W 104 Associations dissoutes : dossiers individuels enregistrés sous la base Waledc. - *dont* W423003165 : Zone d'éducation prioritaire du Chambon-Feugerolles ; JO du 02/02/2008.
2008

Sous-préfecture de Montbrison après 1940

2951 W 57 Associations dissoutes : dossiers individuels. - *dont* Association de gestion du réseau d'éducation prioritaire à Andrézieux-Bouthéon.
2009

Inspection académique

1612 W 1 Collège de Beaulieu (St Etienne). - Conseil d'administration : Procès-verbaux et élections.
1971-1990

1613 W 1 ; 14-15 Collège de Beaulieu (St Etienne). - Comptes rendus des conseils d'administration et des conseils de discipline tenus de sept. 1971 à juin 1996. Projet d'établissement dans le cadre d'un collège en ZEP. Comptes rendus de réunions ZEP. Projets d'action éducative 1992-1993 et 1995-1996.
1971-1996

1771 W 3 Enseignement. *Dont* ZEP (1985-1986)

- 1783 W 20** Conflits scolaires : grèves (1993-1994). Courriers divers : UNSS (1991-1993), ZEP (1982-1992), POS (1972-1973). **1982-1994**
- 1813 W 137-138** Enseignement public, écoles, dépenses pour les projets d'actions éducatives et les zones d'éducation prioritaire - Enseignement public, écoles, dépenses pour les zones d'éducation prioritaire et pour l'aide à l'innovation. **1990**
- 2967 W 6** Affaires suivies par les inspecteurs de l'Education nationale. Roanne. Actions du réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (RASED) (1998-2001). Actions du **réseau d'éducation prioritaire (REP) (2001-2006)**.

Conseil général

- 2500 W 15** Subventions à des associations. - *dont* Zone d'éducation prioritaire de Montchovet **2000**

Réseaux d'éducation prioritaire

Certaines boîtes ne sont pas librement consultables, quelques-unes le sont sur extrait. Il s'agit alors de demander une dérogation selon les règles en vigueur dans le code du patrimoine.

REP de Montchovet à Saint-Etienne (aujourd'hui REP Jean Dasté)

Versement de la ZEP du quartier Montchovet créée en 1990, devenue REP en 1999, réseau de réussite scolaire (RRS) en 2006, puis à nouveau REP depuis 2015. Les collèges Beaulieu et Jean Dasté, le lycée professionnel Benoit Fourneyron, quatre écoles maternelles et cinq élémentaires la composaient. Le collège Beaulieu a fermé très vite ainsi que les écoles de la Marandinière. La chute des effectifs suite à la restructuration du quartier dans le cadre de la politique de la ville a entraîné en effet la fermeture de nombreux établissements et leur destruction. En 1999, le REP ne comptait déjà plus que 4 écoles, 2 maternelles et 2 élémentaires. Le LP est sorti du dispositif en 2006.

- 3414 W 1-22** **1993-2015**
Projets de réseau, contrats de réussite, fonctionnement, formations, fiches d'actions pédagogiques, culturelles et scientifiques, financements, subventions, projets partenariaux sociaux-éducatifs, contrat éducatif local, projets santé, contrat local d'accompagnement à la scolarité, politique de la ville.

REP+ Jules Vallès de la Ricamarie

Ce réseau a été créé en 1999, deux écoles étaient en ZEP, deux autres en REP comme le collège. Classé en ECLAIR en 2011, il est depuis 2015 en REP+. Le bureau de la coordination est au collège. Six écoles, trois maternelles et trois élémentaires, sont dorénavant classées.

- 429 W 1-8 et AE 31** **1999-2018**
Archives papier et électroniques.

Pilotage, projets de réseau, contrats de réussite, fonctionnement du réseau, formations, actions pédagogiques, culturelles et scientifiques, financements, demandes de subventions, évaluations des élèves, enquêtes statistiques, projets des établissements du réseau, projets partenariaux sociaux-éducatifs, contrat éducatif local, projets santé, contrat local d'accompagnement à la scolarité, actions dans le cadre du contrat de ville et du contrat urbain de cohésion sociale (CUCS).